

## **Projet de lettre ouverte au gouvernement du Canada**

Nous sommes des artistes canadiens, québécois et autochtones. Nous sommes des créatrices et des créateurs de tous les horizons artistiques : écrivains, auteurs, chanteurs, compositeurs, interprètes, cinéastes, réalisateurs, poètes, dramaturges, artistes visuels, musiciens, éditeurs, producteurs... À travers notre art, chacun et chacune d'entre nous traduit et fait rayonner l'esprit de notre société et de nos cultures. Nos voix, distinctes et uniques, résonnent dans nos communautés, nombreuses et diversifiées. Nos distinctions culturelles sont à la fois l'image de la pluralité de nos expressions artistiques et l'aboutissement d'autant de réflexions critiques et revendicatrices. Les artistes jouent un rôle essentiel dans l'édification de notre communauté.

Nous demandons au gouvernement du Canada de ne pas remettre en question les mesures de protection culturelle présentes dans l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) et de les renforcer en restant ferme pour ne pas étendre les accords de commerce sur les industries culturelles. Nos cultures livrent un combat de tous les instants, simplement pour exister parallèlement aux pouvoirs démesurés du complexe onirico médiatico-hollywoodien et autres grandes sociétés culturelles américaines.

Nous avons beaucoup de raisons d'être fiers. La majeure partie de nos récents succès internationaux, plus particulièrement dans les domaines de la musique et de la littérature, sont attribuables aux règles en matière de contenu canadien. Ces dernières permettent à nos interprètes et à nos musiciens d'être entendus sur les ondes des radios canadiennes et d'accorder des subventions à nos auteurs et à nos maisons d'édition. Sans cette clairvoyance créatrice, nous ne serions pas en mesure de livrer ce combat de David contre Goliath pour protéger notre diversité culturelle, et ce, tant au Canada que sur la scène internationale.

Le choix est simple : soit nous demeurons vigilants sur le sujet de nos identités culturelles, soit nous cédon's aux pressions des multinationales, désireuses de créer une norme internationale homogénéisée pour accroître leurs profits. L'Internet devient rapidement le principal véhicule de distribution des œuvres culturelles — un univers où les Google, Facebook et Netflix de ce monde deviennent les principaux producteurs artistiques. Il est par conséquent impératif de relever ces défis en continuant à produire, à protéger et à soutenir nos artistes d'ici d'une manière qui tient compte de la grande complexité du nouveau marché mondial.

Lors de précédentes négociations sur l'ALÉNA, le Canada est resté ferme devant les efforts visant à étendre l'accord aux industries culturelles et, de manière générale, notre capacité à élaborer et à adopter nos propres politiques en matière de culture a été maintenue. Toutefois, la donne a changé et la Motion Picture Association of America et d'autres groupes de l'industrie artistique des États-Unis font pression sur le gouvernement américain pour qu'il sacrifie cette liberté et force nos industries culturelles à s'ouvrir à la propriété étrangère. Toutes les nations du monde comprennent la nécessité de protéger ses attributs culturels. Nous devons nous battre pour préserver le secteur culturel de la même manière que la société américaine se bat pour préserver les siennes.

Par conséquent, dans le cadre des présentes négociations sur l'ALÉNA, nous soussignés demandons au gouvernement du Canada de prendre les mesures suivantes :

- Faire en sorte de préserver la clause d'exemption culturelle de l'ALÉNA et actualiser sa définition de manière à garantir l'inclusion des médias actuellement utilisés pour produire et distribuer les œuvres culturelles;
- Abroger la disposition de dérogation de l'ALÉNA qui autorise les États-Unis à exercer des représailles contre le Canada pour les politiques culturelles canadiennes qui auraient été conformes à l'accord n'eût été la clause d'exemption; dans les faits, cette menace de représailles limite la portée de notre processus de prise de décisions en matière de politiques culturelles;
- Veiller à ce que les lois canadiennes qui limitent la propriété étrangère des industries culturelles soient maintenues.

Les cultures canadiennes, dans toute leur diversité plurilingue, plurinationale et pluri-régionale, doivent être reconnues et protégées par l'entremise de l'industrie des arts et spectacles, afin de témoigner de notre société véritablement diverse et du patrimoine culturel des Canadiens, des Québécois et des peuples autochtones. Nous demandons au gouvernement du Canada de protéger les règles qui permettent aux artistes d'être les porte-étendards de nos communautés et de nos cultures. La Culture doit être renforcée et valorisée, pas vendue au plus offrant.

Cordialement,